

L'Union européenne accélère sa guerre contre la liberté d'expression



Soutenez la pétition contre le statut cadre européen pour la promotion nationale de la tolérance [#FreeSpeechEU](#)

Recevoir librement des informations et exprimer librement son opinion, est un droit de l'homme. Il est même l'un des plus importants. Car seulement là où chacun peut exprimer librement son opinion et recevoir librement des informations, les droits de l'homme peuvent être défendus contre les nombreux intérêts de l'Etat ainsi que des groupes de lobby. C'est valable pour la liberté d'assemblée et liberté de la presse aussi que pour la liberté de religion ou la liberté de la science et recherche. Car sans liberté d'opinion, nous ne pourrions pas dire ce que nous pensons, nous ne pourrions convoquer ni des assemblées, ni écrire des journaux, appartenir à des religions

(ou justement pas) ni rechercher scientifiquement ce qui tient ensemble le monde dans son intériorité.

La liberté de manifestation d'opinion est inaliénable pour la démocratie et l'Etat de droit. Si nous mettons en danger le droit sur la manifestation d'opinion libre, aussi la future existence de l'ordre de base libre en tant que tel est mise en jeu. En France, la liberté d'opinion est garantie par les articles 10 et 11 de la [Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789](#) et en conséquence par la [Constitution de la République Française](#), de même des nombreuses déclarations, contrats et accords internationaux assurent le droit de recevoir et de répandre des informations librement. Ainsi, par exemple, l'article 19 de la [Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies](#). En même temps maintenant, les plus grandes menaces pour la liberté d'opinion émanent justement de ce niveau international de la politique. Car à côté du danger probablement le plus grand pour la liberté d'opinion, l'organisation pour la coopération islamique (cf. le [papier de discussion en Anglais sur le droit de l'homme de la liberté d'opinion](#) de Felix Strüning, Directeur de la fondation Stresemann), il y a de nombreuses autres NGOs qui veulent limiter massivement nos droits de l'homme. Et cela même sous le prétexte de les protéger!

Le statut cadre européen pour la promotion nationale de la tolérance

Actuellement, l'une des tentatives les plus dangereuses de cisailer la liberté d'opinion se produit au niveau de l'Union européenne. Un statut qui est prévu pour être adopté par le parlement d'UE a été élaboré par l'organisation non-gouvernementale *Conseil de l'Union européenne pour la tolérance et réconciliation*: Le statut cadre européen pour la promotion nationale de la tolérance ([PDF anglais](#)) vise à limiter la manifestation d'opinion libre dans l'UE et pénaliser des infractions. Au delà, des mesures devront être prises par les Etats de l'UE pour la rééducation des citoyens

et les médias auront à se soumettre au contrôle de certaines commissions de surveillance.

L'objectif – apparemment digne de promotion – du statut est de créer la tolérance envers des groupes de nature religieuse ou ethnique. Pour cela, le projet prévoit que des mesures concrètes“ soient prises pour « éliminer » le racisme, les préjugés envers d'autres couleurs de peau, la discrimination ethnique, intolérance religieuse, idéologies totalitaires, xénophobie, antisémitisme, homophobie et « antiféminisme ».

« Des calomnies » contre l'un des groupes mentionnés doivent être poursuivies et être frappées d'une peine. Selon le statut, une « calomnie » existe déjà, quand on se moque de l'un de ces groupes. Avec cela, par exemple, des plaisanteries sur des féministes ou dessins animés avec des allusions religieuses seraient poursuivies pénalement. Avec cela, des violations ne doivent pas être poursuivies comme des délits simples, mais comme des crimes graves ce qui aggraverait la pénalisation.

D'après le statut, les gouvernements des Etats membres doivent aussi garantir que les citoyens ne pratiquent mutuellement aucune « intolérance » (dans l'esprit du statut). Ainsi des commentaires ou plaisanteries que l'on exprime envers d'autres personnes, pourraient mener vers une poursuite pénale.

La surveillance du respect des réglementations devrait être assurée par l'institution d'une « administration de surveillance de tolérance nationale“. Cette institution orwellienne sera munie de l'autorité pour imposer des sanctions pénales. Les jeunes qui commettront des « crimes d'opinion », par exemple, sous forme de « calomnies », devront suivre des programmes de réhabilitation obligatoires pour leur inculquer une « culture de la tolérance“. « L'éducation de tolérance » doit être mise en place dès la prime enfance à tous les niveaux de la société: à l'école primaire, aux collèges, à l'université, aux programmes de formation

professionnelle, dans l'armée, le service public ainsi que dans les médias. En outre, les stations de radio publiques et les émetteurs de télévision seront obligés de consacrer une partie prescrite de leurs programmes à la « promotion de tolérance ». Le respect d'un code de bonne conduite éthique obligatoire pour tous les médias" devra être surveillé par une « commission de plainte de mass médias ».

La résistance est nécessaire – signez la pétition #FreeSpeechEU

Le niveau de la politique internationale n'est pas transparent pour la majorité des citoyens comme nous. Au niveau de l'UE ou ONU les procédures sont compliquées, les décideurs ne sont pas suffisamment démocratiquement légitimés et les intérêts des peuples n'intéressent personne. Cela permet la formation et la prise d'influence par des NGOs comme le *Conseil européen pour la tolérance et réconciliation* qui veut renverser complètement nos droits de liberté.

Jusqu'à présent, il n'y a seulement que des informations contradictoires, par rapport à comment le Parlement européen veut traiter le statut de cadre. Mais l'expérience démontre: Si une telle proposition arrivait dans le système bureaucrate de l'UE, elle deviendrait une loi si rapidement qu'on puisse tourner sa tête pour regarder. Si ce papier est adopté au niveau de l'UE, cela signifie la fin de la liberté d'opinion en Europe. Le statut est non seulement une attaque frontale sur la liberté d'opinion et liberté de la presse, mais sur notre société libre elle-même.

La liberté se perd, si on ne lutte pas pour elle. C'est pourquoi je fais appel à vous au nom des générations suivantes:

- **Arrêtez le «Statut Cadre Européen pour la Promotion Nationale de la Tolérance» avant qu'il ne devienne pour nous tous une réalité amère!**

- **Signez la pétition suivante d'une citoyenne courageuse!**
- **Et distribuez la pétition et toutes les informations annexes aussi souvent que vous pouvez, de préférence avec le tag [#FreeSpeechEU](#)**

<http://www.change.org/p/aux-membres-du-parlement-européen-protégez-la-liberté-d-opinion-dans-l-ue-freespeecheu>

Raphaël Thimm